



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*



#FranceRelance

Dossier de presse

**Rénovation énergétique
des bâtiments de l'État**

Réalisations 2021

Le mot des ministres



Bruno LE MAIRE

**Ministre de l'Économie,
des Finances et de la Relance**



Olivier DUSSOPT

**Ministre délégué, chargé
des Comptes publics**



Frédérique VIDAL

**Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche et de l'Innovation**

Avec #FranceRelance, nous réalisons un investissement historique de 2,7 Mds d'euros en faveur de la rénovation énergétique des bâtiments publics de l'Etat et en particulier des lieux de vie étudiante et des bâtiments d'enseignements du supérieur.

Grâce à la mobilisation de ses agents, l'Etat a été aux rendez-vous de la relance de l'économie : 16 000 marchés ont été notifiés en un an pour relancer l'activité du BTP, en agissant sur leur carnet de commandes et la création d'emplois.

Ces milliers de marchés de travaux, de toute taille et répartis sur l'ensemble du territoire métropolitain et ultra-marin, conformément au principe d'équilibre territorial de #FranceRelance, irriguent l'ensemble du tissu économique. Un marché notifié sur deux l'a été avec des artisans et des PME.

Cette mesure participe pleinement à la dynamique de création d'emplois sans précédent dans le bâtiment. Selon les fédérations professionnelles, 60 000 postes auraient été créés en 2021 et 25 000 créations d'emplois sont prévues en 2022.

Dans le même temps, le Gouvernement a souhaité préparer l'avenir en investissant très fortement dans la rénovation énergétique du parc immobilier de l'Etat.

Alors que les bâtiments sont responsables d'un cinquième des émissions de gaz à effet de serre en France et que l'immobilier de l'Etat représente un parc d'une ampleur exceptionnelle (97 millions de m² SUB et 191 000 bâtiments), l'Etat se doit d'être exemplaire dans la gestion de son bâti. Il doit prendre une large part dans l'effort national de réduction des consommations énergétiques, priorité du Gouvernement.

En réduisant de 600 millions de kWh la consommation énergétique globale à l'issue des travaux, cet investissement de #FranceRelance, refinancé par l'Union européenne, permet de réduire de 5% la consommation énergétique de l'immobilier de l'Etat.

Ces investissements permettent enfin d'améliorer les conditions d'accueil des usagers, notamment en termes d'accessibilité des bâtiments, ainsi que les conditions de travail des agents.

Sommaire

- 1** Un investissement dédié à la rénovation énergétique des bâtiments publics de l'État
- 2** Une relance historique autour de trois enjeux majeurs
- 3** Quelques exemples

1

Un investissement dédié à la rénovation énergétique des bâtiments publics de l'État

Un investissement en cohérence avec nos objectifs climatiques

Les bâtiments représentent 17 % des émissions de gaz à effet de serre en France en 2019. Le logement représente 61 % de ces émissions, le bâti tertiaire 39 %.

Afin de contribuer à l'atteinte des objectifs nationaux de baisse des émissions, un objectif national ambitieux a été fixé pour le **bâti tertiaire** : une réduction de 60 % d'économie d'énergie d'ici 2050 par rapport aux consommations en 2010 (objectif du décret relatif à l'efficacité du bâti tertiaire).

L'immobilier de l'État avec 191 000 bâtiments et 97 millions m² de surface utile brute (SUB) représente un parc de très grande ampleur. La consommation annuelle du parc immobilier de l'Etat est de l'ordre 13 TWh soit des émissions annuelles de 2,2 millions de tonnes de CO₂eq.

Afin que l'État prenne toute sa part dans le respect des objectifs de réduction des émissions liées au bâti, et l'accélération de la décarbonation du bâti, **France Relance consacre 2,7 milliards d'euros à la rénovation énergétique des bâtiments de l'État.**

Une mise en œuvre ambitieuse

Cet investissement historique de France Relance est piloté par la direction de l'immobilier de l'Etat (DIE) et le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI).

Une vague d'appels à projets avait été lancée dès septembre 2020. Plus de 6 000 candidats totalisant 8,4 milliards d'euros).

Cette très forte demande et la qualité des dossiers ont permis de sélectionner **plus de 4 000 projets, efficaces** à la fois sur le plan **énergétiques et économiques** (calendrier de mise en œuvre compatible avec la relance).

Le **calendrier d'exécution** a été volontairement **resserré** portant l'ambition d'une **relance rapide**, les livraisons s'échelonnant jusqu'en 2023, sachant que plus de 1 200 projets sont déjà livrés (29 % des projets).

Une mise en œuvre des chantiers de rénovation rapide



Les projets concernent un large champ de bâti couvrant tous les pans d'activités de l'État :



des immeubles de bureau (ministères, préfectures..)

des bâtiments d'enseignement et de recherche (universités, grandes écoles laboratoires, organismes de recherche...)



des bâtiments des CROUS (logement et restauration)



des locaux techniques

des casernes



...

Cet investissement de rénovation énergétique des bâtiments de l'Etat de #FranceRelance est financé par l'Union européenne dans le cadre du plan national de relance et de résilience.



Financé par
l'Union européenne
NextGenerationEU

2

Une relance historique autour de trois enjeux majeurs

Cet investissement de France Relance, piloté par la direction de l'immobilier de l'Etat (DIE) du Ministère de l'économie, des finances et de la relance, conjointement avec le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, permet de :

Relancer l'économie

Favoriser la reprise rapide de l'économie sur l'ensemble du territoire

Cet investissement permet de générer et de développer l'activité économique dans le secteur du BT et de conforter et de créer des emplois.

Centré sur la rénovation énergétique, il permet de développer des compétences sur ce secteur d'avenir.

Les modalités des projets ou de leur mise en œuvre favorise l'accès des artisans, TPE et PME aux marchés.



Accélérer la transition

Accélérer la transition écologique de l'immobilier public

Cet investissement constitue un effort important dans la rénovation énergétique des bâtiments publics.

Les projets ont été retenus en tenant compte de leur performance énergétique.

Par son ampleur, il conduit au développement des compétences du secteur du BTP en matière de rénovation énergétique par exemple



Soutenir les jeunes

Améliorer les conditions de vie étudiante, d'étude et d'enseignement.

La moitié de l'investissement concerne des universités, des établissements de l'enseignement supérieur et de recherche, des logements et lieux de vie étudiante.

Il permet de meilleures conditions de vie et de formation pour les jeunes.

Il favorise également l'attractivité de l'enseignement supérieur français.



L'Hôtel des douanes de Bordeaux



La direction interrégionale des douanes et droits indirects à Angers



L'immeuble Niemeyer à Saint-Denis



Le CROUS de Corte (Haute-Corse)



La préfecture du Morbihan (Vannes)



Le CNED à Vienne (Isère)



La DDFiP de Chambéry



Le site de l'ONF à Albertville (Savoie)



Le CROUS d'Orléans



La préfecture de Périgueux (Dordogne)



L'Hôtel de police de Mont-de-Marsan



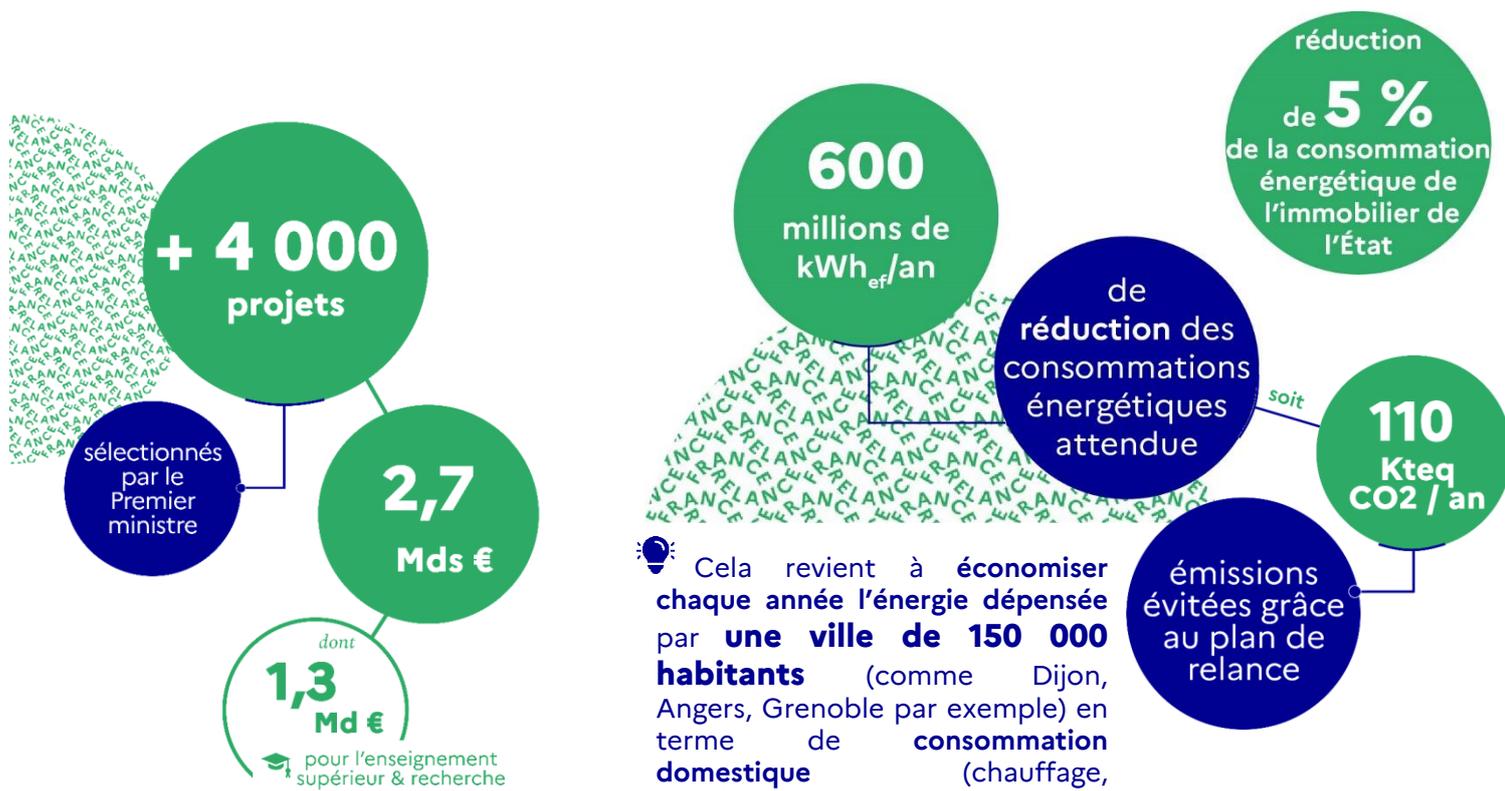
Le Service Administratif Régional de Guadeloupe



Grâce à une très forte mobilisation de l'ensemble des agents de l'Etat et de ses opérateurs, et des entreprises du secteur, plus de 16 000 marchés ont été signés sur l'ensemble du territoire métropolitain et ultra-marin.

Au 14 décembre 2020

Objectifs environnementaux



💡 Cela revient à économiser chaque année l'énergie dépensée par **une ville de 150 000 habitants** (comme Dijon, Angers, Grenoble par exemple) en terme de **consommation domestique** (chauffage, ventilation, climatisation, eau chaude, éclairage et électroménager).

💡 Ces travaux permettront par ailleurs de conduire des travaux de **mise aux normes de sécurité et d'accessibilité** d'un nombre important de bâtiments.

Au 31 décembre 2021

3 types d'opérations financées nécessitant obligatoirement des travaux à caractère énergétique



Les actions à gain rapide énergétique



Les travaux de rénovation énergétique relevant du gros entretien ou renouvellement des systèmes



Les opérations de réhabilitation lourde incluant d'autres volets que la rénovation énergétique





Favoriser le rebond de l'économie dans l'ensemble des territoires, via le secteur du bâtiment

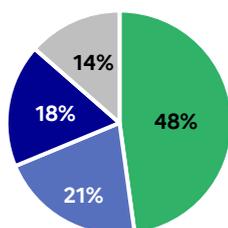
Un soutien au secteur du bâtiment plus particulièrement auprès des artisans et PME

Au 31 décembre 2021



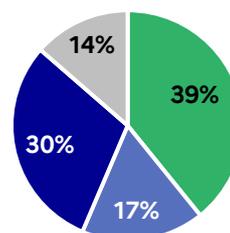
Dont plus de 13 370 marchés de moins de 100 000 € d'ores et déjà notifiés, soit plus de 82% des marchés notifiés.

Dont 67 marchés de travaux de plus de 5 M€ ont été notifiés, qui bénéficieront aux PME les plus importantes ainsi qu'aux grandes entreprises du BTP avec des retombées sur leurs sous-traitants.



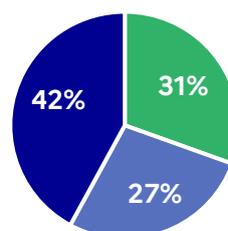
Répartition du nombre de marchés notifiés selon la taille de l'entreprise

Répartition des montants de marchés notifiés selon la taille de l'entreprise



■ Petites et moyennes entreprises (PME) ■ Entreprises de taille intermédiaire (ETI)
■ Grandes entreprises ■ Non communiquée

Au 1^{er} février 2022, 1 243 projets étaient déjà livrés (ex. : relamping, changement de chaudières etc...) et 1 117 projets étaient au stade des travaux.



■ Chantiers livrés
■ Chantiers lancés
■ Chantiers à lancer

Focusfo

Les marchés globaux de performance (MGP)

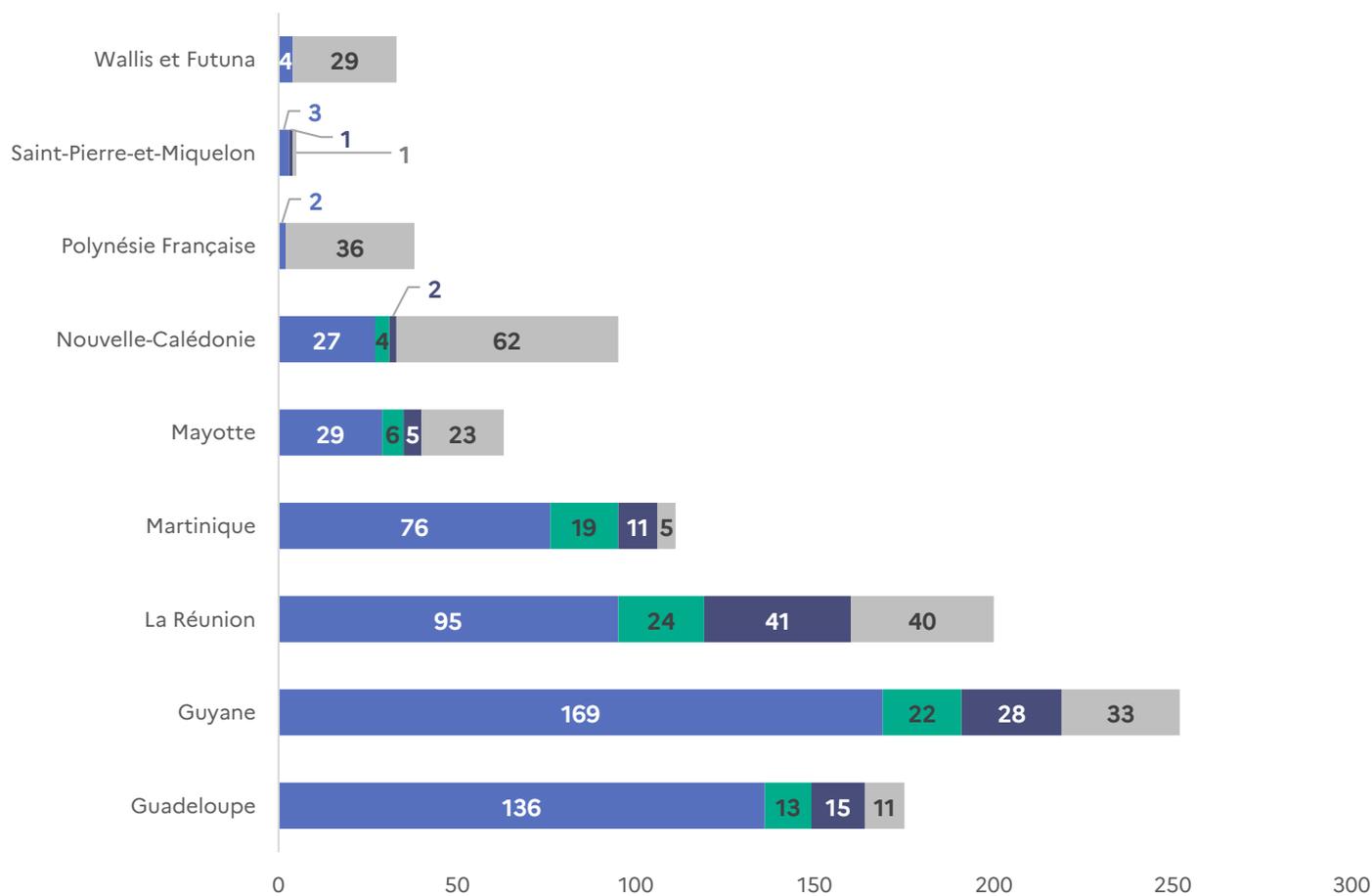
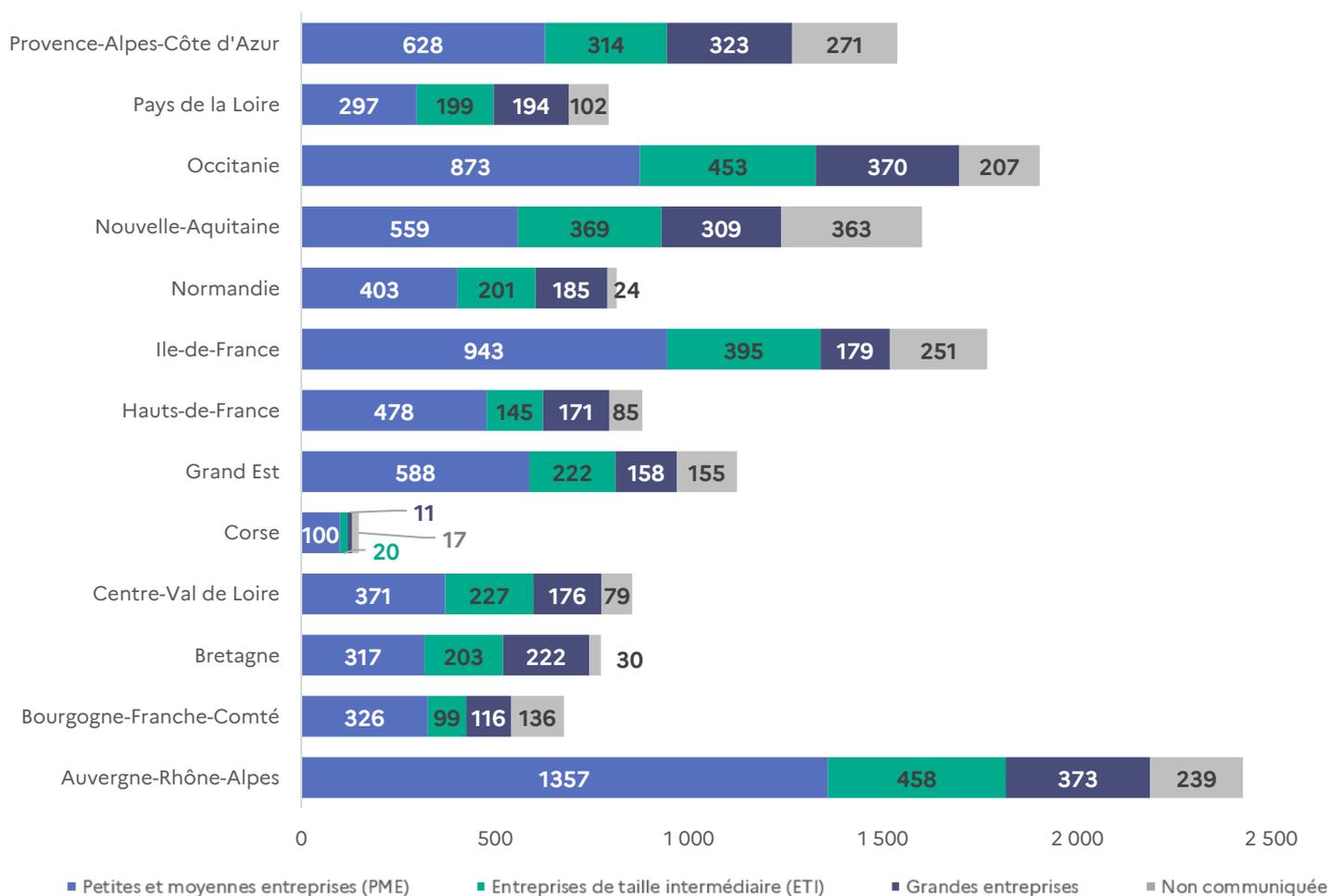
Ce type de marchés publics permet aux acheteurs d'associer l'exploitation-maintenance à la réalisation ou à la conception-réalisation afin de rendre contractuels les objectifs chiffrés de performance, notamment en termes d'efficacité énergétique. (70 marchés passés en MGP pour 517 millions d'euros, soit 19 % du montant total).

Les créations d'emplois

Cette mesure participe pleinement à la dynamique de création d'emplois historique dans le bâtiment : 60 000 créations de postes en 2021 –prévision de 25 000 en 2022 (selon la Fédération française du bâtiment)

Des marchés de travaux répartis sur l'ensemble du territoire français

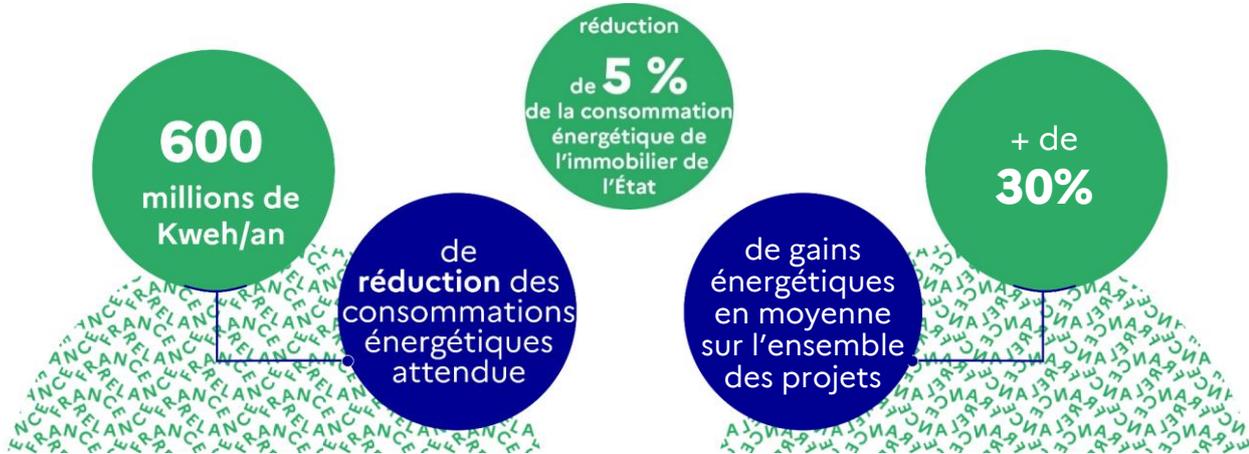
Nombre de marchés notifiés par région et par taille d'entreprise





Une rénovation énergétique pour des économies d'énergie conséquentes

Des gains énergétiques globaux attendus importants

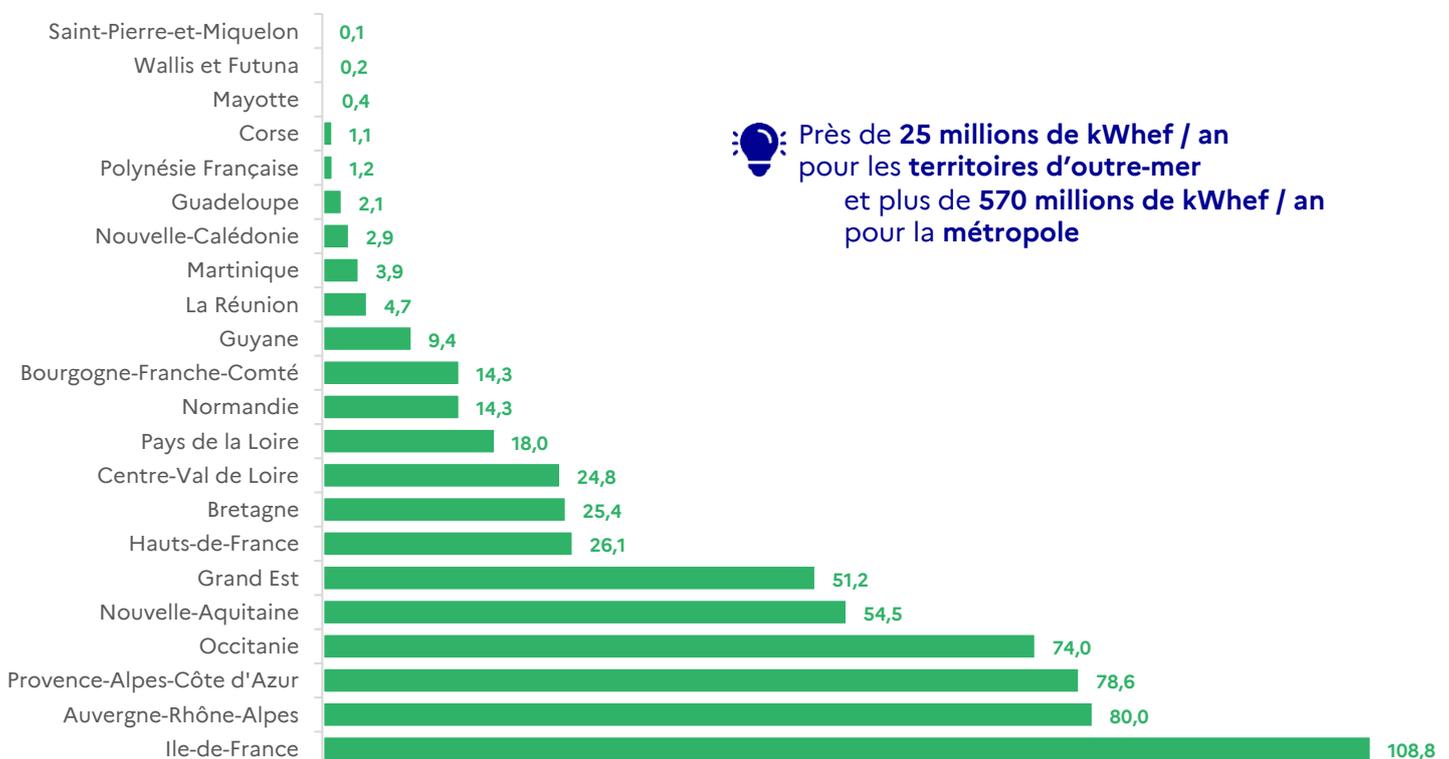


Des gains énergétiques sur tous les pans de l'activité de l'État

#FranceRelance va permettre la rénovation énergétique du bâti de tous les ministères.

Les **ministères régaliens** (Justice, Intérieur, Armées) et les sites multi-occupants bénéficient de plus de **5 600 marchés** permettant des gains énergétiques estimés de l'ordre de **205 millions de kWh_{ef} / an**.

Des gains énergétiques sur l'ensemble du territoire français



Près de **25 millions de kWh_{ef} / an** pour les **territoires d'outre-mer** et plus de **570 millions de kWh_{ef} / an** pour la **métropole**

gains énergétiques estimés (en millions de kWh EF / an)

Une feuille de route nationale

La feuille de route nationale « transition énergétique »

Une feuille de route nationale pour la transition écologique des bâtiments de l'Etat a été lancée en 2018. Véritable cadre stratégique de l'Etat, elle se

décline en 8 orientations qui font l'objet de chantiers techniques conduits par le **direction de l'immobilier de l'Etat**.

Mettre en place un suivi des consommations énergétiques

Agir sur les cycles de rotation du parc

Inscrire la transition énergétique au cœur de la gouvernance de l'immobilier de l'Etat

Lancer des expérimentations

Agir sur le parc conservé

Appui au déploiement de la démarche de management de l'énergie

Améliorer la formation et l'accompagnement des acteurs métiers

Améliorer le suivi de la mise en œuvre du dispositif éco-énergie tertiaire

La démarche de management de l'énergie fédère les acteurs immobiliers de l'Etat dans des réseaux métiers dédiés déployés dans chacun des ministères, opérateurs et régions.

Recenser l'offre de formation, proposer un parcours de professionnalisation et consolider la boîte à outils

La loi ELAN impose de prendre des mesures pour réduire la consommation de tous les grands bâtiments tertiaires de 40% d'ici 2030 et de 60% d'ici 2050, obligations précisées par le dispositif éco-énergie tertiaire



Favoriser la jeunesse

Ces investissements conséquents – plus de 1 000 projets **pour 1,3 milliard d'euros pour l'enseignement supérieur** – permettront non seulement des gains de consommation énergétique sans précédent et des répercussions positives sur les gaz à effet de serre, mais aussi de contribuer à de meilleures conditions de vie et de formation des étudiants. Ces projets contribueront aussi à l'attractivité de villes et de territoires.

L'enjeu d'exemplarité énergétique et environnementale trouve un écho particulièrement favorable auprès du secteur de l'enseignement supérieur, de la recherche et du réseau des œuvres universitaires pour 4 raisons principales :



l'étendue du patrimoine immobilier : les 18,5 millions de m² occupés par les universités, grandes écoles, organismes de recherche et réseau des œuvres font du MESRI le 2^{ème} occupant du domaine public de l'État



l'hétérogénéité de son parc immobilier : certains actifs immobiliers sont classés ou inscrits aux monuments historiques, tandis qu'une majorité a été construite dans les années 60/80 et présente de forts signes d'obsolescence



la mobilisation de l'ensemble de la communauté dans tous les territoires pour la transition écologique et l'implication en faveur des projets structurants de rénovation et de transformation des campus



un facteur de croissance potentielle : en améliorant la qualité du bâti, la qualité et l'attractivité de l'enseignement supérieur sont améliorées, facteurs de croissance potentielle

Quelques exemples de projets phares

Les projets à gains forts

Ces projets, supérieurs à 5 millions d'euros, induisent des travaux d'ampleurs, à fort gains énergétiques attendus.

Ils embarquent très souvent des travaux embarqués et des densifications à la clé.

GAINS FORTS Auvergne Rhône-Alpes



Puy-de-Dôme
Clermont-Ferrand & Lempdes

Gains énergétiques attendus : **2 144 000 kWhEF/an**

Coût projet : **> 5 M€**

Travaux de densification et de rénovation énergétique sur les sites multi-occupants Léo-Lagrange et Marmilhat

- # réhabilitation énergétique des bâtiments
- # densification des sites

- Multi-ministères
- Multi-occupants (DEAL + DRAAF + DDT)
- Bureaux
- 12 629 m² SUB (total des 2 sites)

GAINS FORTS Ile-de-France



Essonne
Evry

Gains énergétiques attendus : **3 287 000 kWhEF/an**

Coût projet : **> 10 M€**

Rénovation énergétique de la cité administrative d'Evry

- # rénovation énergétique : isolation des planchers bas, rénovation des vitrages, réfection des toitures et des toitures végétalisées, remplacement de la GTC, rénovation électrique par la mise en place de LED
- # densification de la cité administrative

- Multi-ministères
- Services administratifs
- Bureaux
- 23 130 m² SUB

GAINS FORTS Normandie



Seine-Maritime
Rouen

Gains énergétiques attendus : **1 109 000 kWhEF/an**

Coût projet : **> 10 M€**

Rénovation énergétique de l'Hôtel de Police de Rouen

- # rénovation globale de l'Hôtel de Police de Rouen, avec travaux énergétiques

- Ministère de l'Intérieur
- Agents
- Hôtel de Police
- 7 835 m² SUB

GAINS FORTS Grand-Est



Marne
Mourmelon

Gains énergétiques attendus : **18 000 000 kWhEF/an**

Coût projet : **> 10 M€**

Réhabilitation lourde du camp de Mourmelon

- # réhabilitation lourde du camp permettant la réduction de la consommation d'énergie finale, la réduction des émissions de gaz à effet de serre
- # recours aux énergies renouvelables

- Ministère des Armées
- Armée de terre
- Camp bâti
- 105 000 m² SUB

GAINS FORTS Ile-de-France



Hauts-de-Seine
Nanterre

Gains énergétiques attendus : **1 922 000 kWhEF/an**

Coût projet : **> 10 M€**

Rénovation énergétique du Tribunal judiciaire de Nanterre

- # rénovation du clos couvert
- # isolation thermique
- # remplacement des menuiseries extérieures
- # amélioration du confort d'hiver et d'été

- Ministère de la Justice
- Agents du tribunal
- Tribunal judiciaire
- 20 598 m² SUB

Les projets à gains rapides

Ces projets, aux coûts de travaux moins conséquents, visent des gains énergétiques à très court terme, permettant un retour sur investissement rapide.

GAINS RAPIDES

Rénovation énergétique d'un hôpital d'instruction des Armées

- # travaux de gros œuvre pour la réfection des toitures
- # travaux d'isolation



Bâtiment

- Hôpital d'instruction des armées
- Ministère des Armées
- 7 972 m² SUB
- Services de l'hôpital

Gains énergétiques attendus : **837 000 kWhEF/an**

Coût projet : **< 1 M€**
montant estimatif

GAINS RAPIDES

Rénovation énergétique d'un bâtiment de gendarmerie

- # isolation thermique par l'extérieur avec matériau biosourcé
- # isolation thermique des combles avec matériau biosourcé



Bâtiment

- bureaux
- Ministère de l'Intérieur
- 1 262 m² SUB
- Etat-major du commandement du soutien opérationnel de la Gendarmerie nationale

Gains énergétiques attendus : **26 000 kWhEF/an**

Coût projet : **< 1 M€**
montant estimatif

GAINS RAPIDES

Rénovation énergétique d'un site de la police nationale

- # rénovation de la façade ouest, avec isolation et remplacement des menuiseries extérieures



Bâtiment

- bureaux
- Ministère de l'Intérieur
- 5 500 m² SUB
- Police nationale

Gains énergétiques attendus : **21 300 kWhEF/an**

Coût projet : **< 1 M€**
montant estimatif

GAINS RAPIDES

Rénovation énergétique d'un centre des finances publiques

- # remplacement des fenêtres (problématiques d'étanchéité à l'air et à l'eau, et d'isolation thermique)
- # remplacement des chaudières
- # amélioration du cadre de vie des agents



Bâtiment

- bureaux
- Ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance
- 3 400 m² SUB
- Direction départementale des finances publiques

Gains énergétiques attendus : **296 000 kWhEF/an**

Coût projet : **< 1 M€**
montant estimatif

GAINS RAPIDES

Remplacement de la régulation des sous-station de la caserne de la Moricière

- # remplacement de la régulation et des différentes sondes des sous-stations de 5 bâtiments de la caserne de La Moricière



Bâtiment

- caserne
- Ministère de l'Intérieur
- 12 484 m² SUB
- Gendarmerie nationale

Gains énergétiques attendus : **28 205 kWhEF/an**

Coût projet : **< 50 000 €**
montant estimatif

Les projets à destinations des jeunes

Ces projets ont pour objectifs d'améliorer les conditions de vie étudiante, d'études et d'enseignements.

Il favorise également l'attractivité de l'enseignement supérieur français.

JEUNESSE Ile-de-France



Seine-et-Marne
Montry

Gains énergétiques attendus :

479 940 kWhE/an

Coût projet :

> 1 M€

Modernisation des installations de chauffage et de ventilation d'un site de l'EPIDE (établissement pour l'insertion dans l'emploi)

remplacement de chaudières, de radiateurs mais aussi de ventilation mécanique contrôlée (VMC)

- Ministère du travail
- EPIDE
- enseignement
- 1 387 m² SUB

JEUNESSE Centre-Val de Loire



Loir-et-Cher
Blois

Gains énergétiques attendus :

100 899 kWhE/an

Coût projet :

< 1 M€

Isolation des toitures du centre INSA Centre-Val de Loire

isolation et réfection des toitures des bâtiments Halle Technologie et Chocolaterie

- Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation
- INSA
- enseignement
- 7 137 m² SUB

JEUNESSE Nouvelle-Aquitaine



Gironde
Pessac

Gains énergétiques attendus :

724 000 kWhE/an

Coût projet :

> 2 M€

Réhabilitation lourde de logements étudiants à Pessac

isolation des façades, du plancher, des toitures-terrasses # remplacement des menuiseries, des chaudières, des réseaux de distribution, des émetteurs de chauffage et des luminaires # travaux de sécurité incendie # travaux de mise en accessibilité

- Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation
- CROUS
- Logements étudiants
- 4 371 m² SUB

Les projets en Outre-mer

Conformément au principe d'équilibre territorial des mesures #FranceRelance, l'outre-mer bénéficie largement de cet investissement sans précédent. Ce sont ainsi 237 projets qui ont été retenus pour un montant total de près de 161 M€, soit 6 % du montant de la mesure qui bénéficie

aux territoires ultramarins. L'ensemble des territoires, des DROM et des COM sont concernés : les Antilles, la Guyane, la Polynésie Française, Saint-Pierre et Miquelon, la Nouvelle Calédonie, la Réunion, Mayotte ou encore Wallis et Futuna.

OUTRE-MER Nouvelle-Calédonie

Rénovation énergétique du site de Institut de Recherche pour le Développement (IRD)

Le projet vise la rénovation énergétique d'un des sites majeurs de l'IRD en outre-mer : le site de Nouméa qui comporte 21 bâtiments, pour plus de 8 000 m² de surface utile brute, et abrite 170 agents, issus de l'IRD ainsi que d'autres partenaires au sein de nombreuses unités mixtes de recherche.

Les travaux consistent au remplacement de menuiseries extérieures des bâtiments, à la rénovation des toitures terrasses et à l'isolation des bâtiments ainsi qu'au renouvellement des moyens de production, de distribution et de régulation des installations de conditionnement d'air. Les gains énergétiques estimés sont de **200 000 kWhE / an**.



Nouméa

Coût projet :
< 10 M€

OUTRE-MER La Réunion

Construction et réhabilitation au sein du Parc de la Providence

Le projet vise à regrouper sur un site de l'Etat déjà occupé, les services de la DEAL et de la DIECCTE, soit près de 400 agents, par la **construction de nouveaux bâtiments** de 4 300 m² de surface utile brute et la **réhabilitation énergétique et technique** de 3 bâtiments existants de 1 700 m² de surface utile brute.

Le projet permettra un gain énergétique ambitieux de **533 685 kWhE / an** grâce à l'isolation thermique de l'enveloppe bâtiminaire, l'installation d'équipements ventilation-climatisation performants et la mise en place de dispositifs de contrôle ou de gestion technique active des équipements



Saint-Denis

Coût projet :
> 10 M€

Le patrimoine historique

PATRIMOINE



Paris
Paris

Rénovation énergétique du site Saint-Martin du Conservatoire national des Arts et Métiers

- # isolation clos et couvert
- # remplacement des menuiseries extérieures
- # accessibilité du RDC
- # ravalement de la façade nord
- # réhabilitation intérieure
- # densification de l'occupation

Ile-de-France



Gains énergétiques attendus :
96 230 kWhEF/an

Coût projet :
< 5 M€

- Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche
- Conservatoire national des arts et métiers
- Bâtiment scolaire
- 17 000 m² SUB

PATRIMOINE



Paris
Paris

Opération immobilière globale de rénovation du Pavillon Gréard de la Cité internationale universitaire de Paris

- # réhabilitation énergétique
- # réhabilitation fonctionnelle
- # restauration d'un bâtiment inscrit au titre des monuments historiques

Ile-de-France



Gains énergétiques attendus :
383 000 kWhEF/an

Coût projet :
< 10 M€

- Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche
- Cité Internationale Universitaire de Paris
- Bâtiment scolaire
- 2 173 m² SUB

PATRIMOINE



Paris
Paris

Rénovation de la salle Jean Vilar et des espaces connexes du Palais de Chaillot

- # rénovation des installations techniques de la salle Jean Vilar et des espaces connexes
- Les façades et couvertures, le parvis et la terrasse avec son escalier ainsi que les décors d'origine subsistants sont classés au titre des monuments historiques

Ile-de-France



Gains énergétiques attendus :
705 600 kWhEF/an

Coût projet :
< 10 M€

- Ministère de la culture
- Théâtre national de Chaillot
- Bâtiment culturel
- 77 400 m² SUB

PATRIMOINE



Paris
Paris

Travaux d'amélioration énergétique d'espaces du Musée du Louvre

- # modernisation des installations électriques et des systèmes d'éclairage
- # remplacement de systèmes de régulation d'air,
- # mutualisation des réserves des départements et suppression de réserves en sous-sol permettant de limiter le recours à la climatisation

Ile-de-France



Gains énergétiques attendus :
17 800 000 kWhEF/an

Coût projet :
< 10 M€

- Ministère de la culture
- Établissement public du Musée du Louvre
- Bâtiment culturel
- 217 937 m² SUB

PATRIMOINE



Seine-Saint-Denis
Saint-Denis

Réhabilitation de l'ancien siège de L'Humanité de l'architecte Oscar Niemeyer

- # réfection complète de la toiture, amélioration énergétique de l'enveloppe, raccordement au réseau de chauffage urbain
- # remise aux normes complètes du bâtiment
- Les façades et toitures sont inscrites au titre des monuments historiques

Ile-de-France



Gains énergétiques attendus :
1 071 000 kWhEF/an

Coût projet :
< 60 M€

- Affaires sociales
- DIRECCTE
- Bâtiment tertiaire
- 7 500 m² SUB

PATRIMOINE



Paris
Paris

Réhabilitation du Palais de Justice de l'Île de la Cité

- # réfection du clos et du couvert
- # création d'un nouveau squelette technique
- L'ensemble immobilier est classé au titre des monuments historiques et figure sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO

Ile-de-France



Gains énergétiques attendus :
1 143 441 kWhEF/an

Coût projet :
> 60 M€

- Multi-ministères
- Multi-services
- Bâtiment majoritairement tertiaire
- 107 000 m² SUB

PATRIMOINE



Morbihan
Carnac

Réhabilitation des bâtiments du site mégalithique de Carnac

- # menuiseries
- # chauffage et ventilation
- # révision de la structure des bâtiments
- # amélioration de la fonctionnalité et de l'accueil du public ainsi que les conditions de travail des agents

Bretagne

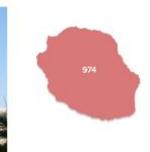


Gains énergétiques attendus :
384 912 kWhEF/an

Coût projet :
< 0,1 M€

- Ministère de la culture
- Centre des monuments nationaux
- Accueil de groupes scolaires
- 185 m² SUB

PATRIMOINE



La Réunion
Sainte-Suzanne

Réhabilitation lourde du phare de Bel Air

- # rénovation énergétique permettant une ventilation naturelle a
- # consolidation du bâtiment suite aux dégâts liés à la foudre

Outre-mer



Gains énergétiques attendus :
3 300 kWhEF/an

Coût projet :
< 2 M€

- Ministère de l'écologie
- Direction de la mer sud océan Indien
- Bâtiment technique
- 160 m² SUB



Pour en savoir plus sur la politique de l'immobilier de l'État
immobilier-etat.gouv.fr/

Retrouvez toutes les autres mesures de France Relance sur
economie.gouv.fr/plan-de-relance

Retrouvez tous les projets sur :
cartographie-plan-de-relance.portail-die.fr

#FranceRelance